



Déterminants de l'accès au crédit bancaire des petites et moyennes entreprises de la ville de Mbujimayi

Par :

- KALONJI MUKOKA Sylvain / Chef de travaux à l'Université officielle de Mbujimayi (UOM)
- MUANGALA KABEMBA Jean Michel/ Chef de travaux à l'ISP Mwene-Ditu
- NZENGU NZENGU Felly/ Assistant à l'Université officielle de Mbujimayi (UOM)
- NDAYA TSHIMINA Prisca/ Assistante à l'Université officielle de Mbujimayi (UOM)

Résumé

Cet article s'était proposé de répondre à la question ci-après : quels sont les déterminants de l'accès au crédit bancaire des petites et moyennes entreprises de Mbujimayi ? L'objectif de cette étude était d'identifier les facteurs déterminants de l'accès au crédit bancaire des PME de Mbujimayi. Pour y apporter la réponse, une enquête a été menée sur un échantillon de 193 PME opérant à Mbujimayi. Le modèle d'Analyse en Composantes Principales (ACP) est utilisé pour tester la contribution des variables explicatives sur l'accès au crédit bancaire.

Après analyse des données, l'étude a révélé que les facteurs inhérents aux caractéristiques des PME et à l'environnement financier déterminent significativement l'accès au crédit bancaire des PME de Mbujimayi. Alors que les composantes relatives au profil de l'entrepreneur et à la gouvernance sont secondaires pour expliquer l'accès au crédit bancaire.

Ce qui confirme l'hypothèse selon laquelle les caractéristiques des PME, le profil de l'entrepreneur, la gouvernance et l'environnement des PME expliquent l'accès au crédit bancaire, soit en tant qu'enjeux ou soit en tant qu'obstacles.

Mots clés : Déterminants, Accès au crédit bancaire, PME, Mbujimayi.

Digital Object Identifier(DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.16276340>

Introduction

Dans les économies en développement, les PME jouent un rôle central dans la stimulation de la croissance économique. A Mbuji-Mayi, ville du centre de la RDC, les PME représentent une force motrice à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté et ravitaillent en biens et services le marché de cette ville au départ enclavée, où l'exploitation artisanale du diamant jadis florissante tourne désormais au ralenti.

Les PME de Mbuji-Mayi font cependant face aux grandes difficultés pour disposer de services financiers appropriés et adéquats. Cette insuffisance des ressources financières handicape dangereusement ces entreprises, les rendant de plus en plus vulnérables et les menace de disparition les unes après les autres à l'instar de la SOGAKOR, la BRACONGO, etc. Malheureusement, cette précarité des PME s'exacerbe au moment où la géante Minière de Bakuanga (MIBA), poumon économique de la région peine encore à se relever.

Dans le contexte d'une économie pauvre et sous bancarisée, ces PME doivent disposer des sources de financement nécessaires au maintien de leur activité (IFC, International finance corporation, 2017). En cas de besoin de financement externe, les PME de Mbuji-Mayi sont dépendantes de cinq banques opérationnelles et le recours au marché financier n'est pas une alternative envisageable. Malgré cette dépendance, la relation entre les PME et les banques locales est caractérisée par l'existence d'un malentendu.

Les banques jugent souvent les projets que leur présentent ces entreprises comme étant plus risqués que ceux des grandes entreprises. Les PME quant à elles se plaignent de la discrimination en matière d'accès aux ressources financières et de la manière dont les banques évaluent et analysent le risque de leurs projets et que les banques leur imposent des taux d'intérêt très élevés qui sont à la base du surenchérissement du crédit.

La plupart des difficultés rencontrées dans cette relation provient de la non-compatibilité de l'objectif des banques avec les spécificités des PME. L'une des principales difficultés que rencontrent les PME réside dans leur incapacité à fournir une information fiable et précise au marché (Berger, A.N. and Udell, G.F., 1988). L'incompatibilité des spécificités financières des PME avec les exigences des banques expose le plus souvent ces entreprises à un rationnement du crédit qui limite leur accès au financement et représente un obstacle majeur à leur croissance et à leur survie (Adair, P. et Phima, F., 2013). Ainsi, la recherche des ressources financières les plus adéquates pour cette catégorie d'entreprises devient un réel défi à Mbuji-Mayi (Ngoma, 2021).

Rappelons que les PME représentent en Afrique entre 80 et 95% des entreprises actives (Lavigne, B. et St-Pierre J., 2007). Elles y pourvoient près de 50% des emplois et leur contribution au PIB avoisine 20% dans plupart des pays subsahariens (Oudgou, M. et Zeamari, M., 2019; Ayyagari M. et al., 2007). Selon les enquêtes menées par la Banque Mondiale, 40% des petites entreprises et 30% des moyennes entreprises considèrent l'accès au financement comme un frein majeur au développement de leurs activités (Wamba H. , 2013/1).

En RDC, les PME constituent la plus grande partie du tissu économique et représentent plus de 90% de toutes les entreprises (Ngoma, 2021). Elles sont la source la plus importante d'emploi dans tous les secteurs économiques. Le secteur des PME est non seulement considéré comme un secteur de protection et de promotion, mais aussi comme une force pour la croissance et le développement (Stratégie Nationale de Développement des PME, 2015).

L'accès au crédit bancaire est l'un des principaux défis auxquels les PME de Mbuji mayi doivent faire face. En raison des barrières structurelles, telles que le manque de garanties et une faible inclusion bancaire, les PME locales peinent à obtenir des ressources financières suffisantes pour assurer leur développement et améliorer leur compétitivité. Cette situation limite la croissance économique de la région et restreint l'impact potentiel des PME sur le développement socio-économique de la ville de Mbuji mayi.

Face à ces inquiétudes, ce travail se propose de répondre à la question ci-après : quels sont les déterminants de l'accès au crédit bancaire des petites et moyennes entreprises de Mbuji mayi ?

Par rapport à cette question, l'hypothèse est formulée comme suit : l'accès des PME au crédit bancaire des PME de Mbuji mayi est déterminé par les facteurs suivants : les caractéristiques des PME, le profil de l'entrepreneur, la gouvernance et l'environnement financier.

L'objectif de cette étude est d'identifier les facteurs déterminants de l'accès au crédit bancaire des PME de Mbuji mayi.

Hormis l'introduction et la conclusion, ce papier s'articule autour de trois points. Le premier porte sur la clarification des concepts, le deuxième aborde la méthodologie de la recherche et le troisième s'attèle sur les résultats et la discussion.

I. Clarification des concepts

1. Accès au crédit bancaire

1.1.Aperçu général

Les PME jouent un rôle particulièrement important en République Démocratique du Congo et plus particulièrement dans la ville de Mbujimayi. Elles constituent une source majeure d'emplois et de revenus. Malgré ces multiples apports, l'accès au financement reste l'un des principaux obstacles auxquels elles font face.

Plusieurs études attestent que les PME ont plus de difficultés que les grandes entreprises pour accéder au crédit désiré (Oudgou, M. et Zeamari, M., 2019). Les banques se méfient des PME, considérant leur financement comme étant plus risqué que celui des grandes entreprises (Adair, P. et Phima, F., 2013). Or, l'accès au financement est un facteur important de la performance des PME (Etogo Nyaka, Y.P., 2020).

A cet effet, ces difficultés d'accès au financement constituent la contrainte la plus visible et un important élément de blocage de croissance des PME... (Rouggani, K. et Bouayad Amine, N., 2022). Voilà pourquoi il s'avère important d'analyser les facteurs qui ont une influence sur l'accès au crédit bancaire dans le contexte de la ville de Mbujimayi.

1.2.Les déterminants de l'accès au crédit

Ce travail retient quatre facteurs qui déterminent l'accès au crédit bancaire des PME. Il s'agit des caractéristiques de l'entreprise, le profil de l'entrepreneur, la gouvernance et l'environnement.

▪ Les caractéristiques de l'entreprise

Parmi les variables les plus citées dans la littérature comme déterminantes de l'accès au crédit, on retrouve les caractéristiques de l'emprunteur représenté ici par les PME. Ces dernières présentent des spécificités considérées par les banques comme argument principal de limitation de leur accès au marché de crédit. Il s'agit essentiellement des (Salahddine, A. et al., 2016) :

La taille de l'entreprise : qui est prise en considération dans le traitement de dossier du crédit. Elle est liée négativement à la probabilité du refus d'octroi de prêt (Levenson, A.R. and Willard, K.L., 2000).

L'âge de la PME : c'est un indicateur clé de sa capacité de survie, de la qualité de son management, de l'amélioration de son image positive et sa réputation.

Le secteur d'activité à travers ses performances intégrales et ses évolutions constitue un indicateur pesant dans l'évaluation de la situation de toute entreprise appartenant à ce secteur (Salahddine, A. et al., 2016).

L'organisation du service comptable et la production des états financiers reflétant l'image fidèle de l'entreprise sont également les caractéristiques non négligeables de l'entreprise.

▪ **Le profil de l'entrepreneur**

Le profil de l'entrepreneur ou dirigeant-proprétaire de la PME a une forte incidence sur l'accès au crédit bancaire. Cavalluzzo et al. (2005) et Han (2008) ont analysé l'influence des caractéristiques de l'entrepreneur sur les contraintes financières relatives aux PME et ils les ont associées à la probabilité de refus du prêt (Salahddine, A. et al., 2016).

La formation et l'expérience professionnelle du propriétaire-dirigeant de la PME sont corrélées positivement avec la disponibilité du crédit puisque l'entrepreneur, disposant d'un niveau de formation élevé, est censé réduire l'asymétrie d'information entre la banque et son entreprise (Krasniqi, B., 2010). Bien qu'il existe d'autres caractéristiques du dirigeant-proprétaire telles que l'âge, la propriété de la famille, etc., qui agissent sur la décision de la banque.

Selon les banques, le déficit de formation et d'expérience dans la gestion de l'entreprise peuvent avoir un effet sur la compétitivité de l'entreprise. Ils sont d'une influence significative sur la décision d'octroyer ou non du crédit.

Si l'importance de la personnalité de l'entrepreneur dans la décision d'octroi du crédit est assez unanimement admise et fait admettre que le banquier y est sensible, l'identification consensuelle des caractéristiques clefs de l'entrepreneur constitue une boîte noire et demeure subjective(...) (Chebil A et Tadjine T.L., 2013).

▪ **La gouvernance de l'entreprise**

Selon la littérature financière, l'importance de l'opacité informationnelle qui caractérise les PME les expose fortement au risque de rationnement de crédit (Oudgou, M. et Zeamari, M., 2019). En effet, avant de prendre la décision d'octroi ou de refus de prêt, et pour réduire davantage les risques liés à cette opération, le banquier investit dans la collecte de l'information pertinente sur l'entreprise (états financiers, projet à financer,...etc.).

La défaillance du système d'information des PME empêche souvent les banques d'obtenir une information fiable et exhaustive. Comble est de constater qu'une multitude des PME se retrouve dans une situation de production d'états financiers établis de manière irrégulière. Cela se justifie par un manque de ressources humaines nécessaires et d'outils appropriés (Rouggani, K. et Bouayad Amine, N., 2022).

Certaines PME formelles n'ont ni comptable, ni manuel de procédures encore moins de dispositif comptable pouvant permettre d'enregistrer les opérations effectuées. Cette absence de transparence et d'information fiable est source de risque que ne maîtrisent pas les banques. Dès lors, celles-ci sont réticentes à apporter leurs concours, même si l'affaire s'avère rentable (Rouggani, K. et Bouayad Amine, N., 2022). Il convient de souligner que les banques refusent souvent d'accorder leur concours lorsque les états financiers produits par les PME ne sont pas fiables et non certifiés par un commissaire aux comptes (Hamsatou, H.D., 2008).

La structure organisationnelle et le degré de spécialisation des tâches informent sur le bon fonctionnement de l'entreprise et peuvent rassurer les banques de la bonne gestion de la PME. Le degré de concentration de gestion traduit par le contrôle de l'entreprise qui est totalement assuré par les propriétaires-dirigeants ou l'actionnaire majoritaire constitue un facteur considérable d'accroissement des coûts et de probabilité de faillite (Salahddine, A. et al., 2016).

▪ **Environnement financier**

Hormis le taux d'intérêt et les garanties qu'il faut présenter, les PME se voient obligées de posséder une provision pour crédit ou gage espèces. Les procédures d'octroi de crédit sont généralement lourdes. Le coût du crédit est élevé et les délais de traitement des demandes de crédit et des opérations sont trop longs. Ceci engendre l'éviction des bons emprunteurs, c'est-à-dire les PME pour lesquelles le prix à payer pour l'obtention de crédit obère leur rentabilité (Hadji, A. et Lebig, M.B., 2021).

La garantie est synonyme de sûreté accordée au créancier pour le recouvrement de sa créance. Les garanties occupent une place importante dans les décisions d'octroi de crédit aux entreprises. Elles jouent un rôle protecteur et constituent pour les banques le mécanisme central d'ajustement du risque. La garantie financière ou gage espèces donne l'assurance à la banque d'être remboursée financièrement en cas de non solvabilité de la PME (Hamsatou, H.D., 2008) (Madani, F. et Maouche, N., 2012-2013).

Tous ces facteurs influencent l'accès au crédit bancaire des PME. L'absence de ce crédit pousse ces PME à se focaliser sur leur survie à la place de la croissance et de l'innovation (Rouggani, K. et Bouayad Amine, N., 2022). Ainsi, les sources et les moyens de financement sont à ce jour un réel défi et un enjeu face aux PME de la ville de Mbuji-Mayi.

2. Petites et moyennes entreprises (PME)

Il existe une panoplie des définitions des petites et moyennes entreprises. Chaque environnement utilise des critères qui lui sont propres (Ntumba Mutombo M.L. et al., 2016). Dans l'évolution de la pensée économique, il n'existe pas une définition universelle à une petite et moyenne entreprise. La définition des PME varie d'un pays à un autre et d'un auteur à un autre (Kpakibura, J.E., 2016).

C'est pour cette raison que les chercheurs adoptent souvent deux familles de critères pour décrire les PME à savoir: les critères qualitatifs et les critères quantitatifs.

2.1. Critères quantitatifs

Au sens de la charte de PME en RDC, la PME est toute unité économique dont la propriété revient à une ou plusieurs personnes physiques ou morales qui présentent les caractéristiques suivantes :

- Nombre d'emplois permanents de 1(un) à 200(deux cents) personnel annuel ;
- Chiffre d'affaires hors taxes, compris entre 1(un) et 400 000 USD (quatre cent mille) ;
- Valeur des investissements nécessaires mis en place pour les activités de l'entreprise inférieure ou égale à 350 000USD ;
- Mode de gestion concentré (Charte des petites et moyennes entreprises, 2009). La classification des PME peut se résumer comme suit:

Par ailleurs, l'ordonnance-loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits subdivise les PME Congolaises comme suit: la Micro Entreprise, la Petite Entreprise et la Moyenne Entreprise.

La Micro Entreprise est toute entreprise qui réalise un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 10.000.000 de Francs Congolais. La Petite Entreprise est celle qui réalise un chiffre d'affaires annuel supérieur à 10.000.000 de Francs Congolais et inférieur à 80.000.000 de Francs Congolais. La moyenne entreprise est celle dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 80.000.000 de Francs congolais et inférieur à 200.000.000 Francs congolais (Mafuta Mbambi, 2021).

2.2. Critères qualitatifs

La multiplicité de critères quantitatifs appelle l'usage de critères qualitatifs plus intégrateurs et plus globalisants. En effet, l'approche qualitative rejoint plus la réalité socioéconomique par son caractère descriptif. Les différentes définitions qualitatives de la PME mettent toutes l'accent à de degrés divers, sur les éléments distinctifs et caractéristiques d'une entreprise de petite et moyenne dimension.

A cet effet, Birungi et Moto précisent que les PME sont celles dans lesquelles les chefs d'entreprise assurent personnellement et directement les responsabilités financières, techniques, sociales et morales de l'entreprise quelle que soit sa forme juridique (Birungi S. et Moto M., 2016). Voilà pourquoi le propriétaire dirigeant d'une PME doit être polyvalent et généraliste (Mafuta Mbambi, 2021).

2.3. Les besoins de financement des PME

Le crédit bancaire est l'un des moyens les plus importants de financement de l'économie. Ce point présente les besoins et les sources de financement des entreprises, et les différents types de crédits accordés par la banque pour les entreprises (notamment les PME).

a. Besoin de financement du cycle d'investissement

Le cycle d'investissement est un cycle durable qui accompagne le développement de l'entreprise et assure sa pérennité et son efficacité. En effet, les investissements peuvent être financés (Delahaye J. et Duprat F., 2015) :

- Par des apports en fonds propres des actionnaires ;
- Par la capacité d'autofinancement générée par l'entreprise elle-même ;
- Par recours aux financements externes (crédits moyen et long terme bancaire ou crédit-bail), qui seront remboursés normalement par la capacité d'autofinancement de l'entreprise.

Les stratégies de diversifications, de domination par les coûts ou de croissance interne se traduiront par un rythme d'investissements, de modernisation ou de capacité destinée à accroître la capacité de production.

Les stratégies de croissance externe exigent souvent des investissements financiers ponctuels mais importants. Les investissements nécessitent des ressources financières importantes et stables et les capitaux employés doivent être suffisants durant une longue période.

b. Besoins de financement du cycle d'exploitation et de trésorerie

Le cycle d'exploitation est l'ensemble des opérations réalisées par l'entreprise pour atteindre son objectif notamment : la production et la distribution des biens ou services afin de générer des profits et assurer son développement et sa pérennité. Etant donné que l'entreprise développe le cycle d'exploitation en fonction des spécificités de son marché et de ses produits, elle doit successivement (Madani F et Maouche N, 2012-2013) :

- Acheter sa marchandise et sa matière première chez ses fournisseurs qui lui consentent un délai de paiement ;
- Transformer le cas échéant ces matières premières pour en faire des produits commercialisables ;
- Stocker le tout pour en disposer autant que nécessaire et éviter tout risque de rupture ;
- Commercialiser les produits ou les prestations de services pour satisfaire les besoins liés à l'activité courante de l'entreprise. Le banquier offre de nombreuses solutions sous la forme de crédits de fonctionnement (appelés crédits d'exploitation);
- Autoriser le débit de compte (facilité de caisse, découvert) ;
- Solliciter les crédits de mobilisation du poste client (escompte d'effet de commerce, affacturage), les crédits de trésorerie et les crédits de trésorerie spécialisés (avance sur marchandise en entreprise, escompte de warrant).

De ce qui précède, les besoins d'exploitation correspondent donc au solde net des actifs des créances et des dettes qui sont générés par le cycle de production et de vente de l'entreprise.

II. Méthodologie de la recherche

Une enquête de terrain a été menée auprès des PME

1. La constitution de l'échantillon

Extraire un échantillon, c'est choisir un certain nombre d'individus parmi les individus composant un ensemble défini. Ce choix s'opère selon des critères définis à l'avance. Le but est de réaliser sur ces individus des mesures ou des observations qui permettront de généraliser les résultats à l'ensemble premier (Aktouf, 1987).

Au total le répertoire servant de base de sondage de cette étude comprend 770 petites et moyennes entreprises (PME) en activité. Celui-ci est constitué sur base des statistiques recueillies auprès de la direction provinciale des impôts (DPI) pour la catégorie des moyennes entreprises et auprès de trois centres d'impôt synthétiques (CIS) pour les petites et micros entreprises.

La taille de la population mère étant connue (Pagé, 2009), la taille de l'échantillon a été calculé en utilisant la formule suivante, développée par Survey Monkey en fonction de plusieurs paramètres (Robert, M.H et Denis, G., 2001):

$$n = \frac{t^2 \cdot p \cdot (1-p) \cdot N}{t^2 \cdot p(1-p) + (N-1) \cdot y^2}$$
 . Ainsi l'échantillon du présent travail est calculé comme suit :

$$n = \frac{1,96^2 \cdot 0,5 \cdot (1-0,5) \cdot 770}{1,96^2 \cdot 0,5(1-0,5) + (770-1) \cdot 0,05^2} ; n=257 \text{ PME}$$

En outre, pour une population finie ou connue, la taille de l'échantillon est ajustée selon la formule ci-après développée par (Van Dessel, C. et Morgenthaler, S., 2020):

$$n_{aj} = \frac{n}{1+(n-1)/N} \quad \text{Avec : } n_{aj} : \text{ la taille de l'échantillon ajustée.}$$

Ce qui permet d'ajuster la taille de l'échantillon comme suit :

$$n_{aj} = \frac{257}{1+(257-1)/770} ; n_{aj} = 192,6874391, \text{ soit } 193 \text{ PME enquêtées, ce qui représente environ } 25\% \text{ de l'ensemble du répertoire.}$$

Pour sélectionner les PME, il est fait usage du tirage à probabilité égale. Le mode de tirage adopté est sans remise. En effet, le tirage sans remise est mieux indiqué car il permet d'obtenir au bout de m tirage m individus différents. Il convient de noter que le mode de tirage avec remise conduit théoriquement à tirer plusieurs fois la même boule ou la même PME.

2. Techniques de collecte des données

Les techniques suivantes ont guidé cette recherche :

a. Technique d'enquête par questionnaire

Cette enquête, précédée par la conduite de l'enquête pilote auprès d'une dizaine de PME, s'est déroulée du 21 septembre au 11 novembre 2023 soit un mois et trois semaines. Il sied de préciser que cette technique a permis la récolte de données aussi bien qualitatives que quantitatives par un questionnaire standard auprès des PME. L'enquête est faite à l'aide d'un *échantillonnage aléatoire simple*. L'échantillonnage simple est une technique aléatoire où tous les individus d'une même population ont une chance égale d'être sélectionnés (Pagé, 2009; Olivier, 2009).

b. Technique documentaire

La recherche documentaire a aidé à mobiliser la littérature sur l'accès au crédit bancaire au monde, en Afrique et en RDC. Elle a, par ailleurs, aidé à recueillir certaines données telles que la taille de la population auprès des institutions concernées en l'occurrence la Direction provinciale des impôts (DPI) et les trois centres d'impôts synthétiques (CIS).

3. Techniques de traitement des données

Après dépouillement de l'enquête, la base des données est constituée à l'aide du logiciel Excel. Le traitement des données est fait à l'aide du logiciel Sphinx. Il est basé sur l'Analyse en Composantes Principales (ACP) ou Variables Composites.

L'analyse des relations entre les variables a été essentielle pour cette étude. En effet, la statistique descriptive approfondie a permis de tracer un portrait synthétique et cohérent de l'ensemble des données de l'échantillon (Ayache, M. et al., 1998).

Analyse en composantes principales (ACP)

- **Considérations générales**

Cette étude utilise le modèle d'ACP pour tester la contribution des variables explicatives sur la variable expliquée. L'ACP est justifié dans cette étude par le fait que, d'une part la variable expliquée est qualitative, et d'autre part les variables explicatives sont à la fois qualitatives et quantitatives.

A cet effet, la variable à expliquer est l'accès au crédit bancaire qui a deux assertions : non accès au crédit bancaire et accès au crédit bancaire (Cornillon, 2010).

L'ACP est la méthode de base en statistique exploratoire multidimensionnelle (Jégou, N., sd) :

- Multidimensionnelle : lorsque l'analyse porte sur plusieurs variables ;
- Exploratoire : si elle est descriptive (par opposition à inférentielle).

Il s'agit par cette méthode de *résumer l'information portant sur plusieurs variables*. A cet effet, il s'est agi soit de faire émerger des liaisons entre variables, soit de former des groupes d'individus se ressemblant. En d'autres termes, ce modèle de redimensionnement a permis de sélectionner les composantes qui expliquent significativement le phénomène d'accès au crédit bancaire (Marie, C., sd).

- **Choix des composantes à retenir**

La dispersion du nuage des individus se mesure avec **l'inertie**. Celle-ci est donc une généralisation de la notion de variance au cadre multivarié de la dispersion des données mesurées sur p variables. En d'autres termes, l'inertie I des données est (à 1=n près) la somme des carrés des cellules de X centrée-réduite. C'est la somme (à 1=n près) des carrés des distances au centre de gravité pour tous les individus (Jégou, N., sd).

L'inertie totale $I(N(I), f_j)$ est une mesure de la liaison entre les variables qualitatives X et Y, indépendante de l'effectif total k du tableau de contingence étudié. Cette quantité X^2/k est aussi appelée « carré moyen de contingence » (Seymour, 1985).

Si l'inertie totale est nulle, cela signifie que tous les profils-lignes sont confondus pour tous les couples. Il y a donc indépendance parfaite entre les variables X et Y au niveau des données observées.

S'agissant du nombre de composantes à retenir dans une étude, le choix peut s'opérer selon plusieurs critères (Marie, C., sd). Mais dans cette étude, les composantes sont retenues en fonction d'un pourcentage d'inertie expliquée fixé a priori, c'est-à-dire 70% du cumul de la variance des composantes.

III. Résultats et discussion

▪ Résultats de l'étude

A. Variance explicative

La variance explicative révèle les informations significatives qui expliquent le phénomène et les variables (composantes) qui les fournissent.

Comme révélé dans l'annexe n°1, sur 35 composantes principales, 9 composantes seulement fournissent 70,17% d'informations qui expliquent l'accès au crédit des PME dans la ville de Mbuji mayi. Il s'agit de : *conditions d'accès au crédit, les types de garanties exigées, l'appréciation des garanties et celle des conditions, le volume de crédit sollicité, la possession du gage espèces, l'organisation du service comptable, le niveau d'instruction du comptable et les états financiers produits.*

L'ACP est en effet un modèle de redimensionnement. Elle a permis de sélectionner les composantes qui expliquent significativement le phénomène. Il ressort alors des analyses que les 9 premières composantes offrent une explication individuelle dont la variance varie entre 3,268% et 21,44%. Les autres composantes présentent une explication moins significative de la problématique d'accès au crédit bancaire des PME.

B. Test de discrimination

Le test de discrimination entre les composantes, présenté dans l'annexe n°2, révèle que les facteurs inhérents aux caractéristiques des PME et à l'environnement financier sont très déterminants dans l'explication de l'accès au crédit bancaire par les PME dans la ville de Mbuji mayi. Alors que les composantes relatives au profil de l'entrepreneur et à la gouvernance sont secondaires dans l'explication à l'accès au crédit bancaire.

▪ Discussion des résultats

Après analyse des données, les résultats de cette recherche révèlent que :

a) l'accès au crédit bancaire des PME est expliqué à plus de 70% par 9 composantes principales.

Il s'agit des : *conditions faisant obstacles d'accès au crédit, les types de garanties exigées, l'appréciation des garanties et celle des conditions, le volume de crédit sollicité, la possession du gage espèces, les états financiers produits, le niveau d'instruction du comptable et l'organisation du service comptable.*

- Concernant les conditions d'accès au crédit, ces résultats confirment ceux de (Mohamed A.O. et al., 2005; Hadji A. et Lebig M.B., 2021) selon lesquels le coût du financement dicte la décision des entrepreneurs à contracter le crédit. En effet, martèlent ces auteurs, dans l'incapacité à fournir les garanties nécessaires, les PME font face à des taux d'intérêts élevés et prohibitifs.
- Par rapport aux types de garanties exigées, les résultats de cette étude s'accordent à ceux de (Oudgou, M. et Zeamari, M., 2019; Hadji, A. et Lebig, M.B., 2021) (Adair P et Adaskou M, 2011) (Gaud P. et Jani E., 2002) (Salahddine, A. et al., 2016) qui affirment que la volonté de l'entreprise à donner des biens en garanties est considérée par les banques comme un signe indicateur de sa capacité de solvabilité. Nombreuses PME éprouvent des difficultés d'accès au crédit bancaire en raison de l'absence ou de l'insuffisance des garanties.
- Par ailleurs, les résultats de cette étude s'accordent avec ceux de (Wamba H. , 2013/1) (Rouggani K. et Bouayad Amine N., 2022) qui attestent que le profil de la personne établissant les états financiers influence la décision d'accord ou de refus de crédit par la banque. Selon ces auteurs, la probabilité d'accès au crédit augmente lorsque l'entreprise confie son service de comptabilité aux prestataires ou lorsqu'elle a un comptable qualifié. Alors qu'inversement cette probabilité d'accès au crédit bancaire s'amenuise significativement.
- En outre, le rythme de production des états financiers, la collaboration avec un cabinet comptable indépendant, le type des états financiers annuels produits et la certification desdits états financiers impactent positivement et significativement l'accès au crédit bancaire. Ceci confirme les résultats de (Wamba H. , 2013/1) selon lesquels la qualité des états financiers (pertinence, régularité, conformité...) favorise l'accès au crédit bancaire.

Ces résultats s'accordent aussi à ceux de (Adair P et Phima F, 2013) qui concluent que les banques s'abstiennent d'accorder le crédit lorsque les états financiers leur présentés ne sont pas fiables et non certifiés par les commissaires aux comptes.

b) L'accès au crédit bancaire est, en outre, expliqué à moins de 30% par toutes les autres composantes restantes. Toutefois, parmi elles, les composantes ci-après influent négativement sur l'accès au crédit bancaire des PME.

Il s'agit de : *la taille de l'entreprise, l'accompagnement des structures spécialisées, les actions concrètes d'accompagnement par les structures d'expertise, l'assurance-crédit, le sexe, le niveau d'instruction de l'entrepreneur et le style de management.*

Ce qui corrobore les résultats de (Wamba H. , 2013/1) qui affirmant qu'appartenir à la catégorie des micros, petites et moyennes entreprises a un effet négatif sur l'accès au crédit bancaire. Ils s'accordent également à ceux de (Colot O et Croquet M, 2007/2 ; Gaud P.et Jani E., 2002; Adair P et Phima F, 2013) selon lesquels les grandes entreprises encourent un risque de faillite moins important que celui des PME.

Ces résultats contredisent ceux de (Boubacar, D. et Mamaye, T., 2018) (Etogo Nyaka, Y.P., 2020) qui mettent en exergue l'instruction de l'entrepreneur comme un critère déterminant dans l'accès de PME au crédit bancaire. Pour ces auteurs, le niveau d'études met en évidence les capacités entrepreneuriales ou encore le savoir-faire managérial et technique du dirigeant-entrepreneur.

Les résultats de cette étude sont aussi en désaccord avec ceux de (Kazadi Nkese, F.et al., 2023) qui attestent que les MPME qui se font accompagner augmentent leur chance d'accéder au financement bancaire. Ces résultats contredisent partiellement ceux de (Hamsatou, H.D., 2008) affirmant que les institutions financières sont attentives particulièrement à la manière dont la PME qui sollicite le crédit est gérée.

Ces résultats contredisent aussi ceux de (Balemba Kanyurhi, E. et al., 2013) selon lesquels il se pose une discrimination d'accès au crédit basée sur le genre. Ces auteurs démontrent que le fait d'être une femme réduit la chance d'accéder au crédit. La raison est qu'il y a risque d'affecter le crédit au financement des besoins familiaux.

▪ **Suggestions**

L'accès facile au crédit implique l'amélioration et le développement de la relation banques-PME. Son renforcement et sa consolidation passent par une série de mesures suggérées aussi bien aux

banques qu'aux PME. Ces recommandations visent à créer un environnement financier plus inclusif et dynamique pour les PME de Mbujimayi, favorisant ainsi leur croissance et leur contribution à l'économie locale. A cet effet, les recommandations sont formulées comme suit :

a. Suggestions aux banques

En apportant le support et concours financiers aux PME, les banques doivent :

- Revoir et alléger les conditions d'accès au crédit : les banques doivent simplifier et clarifier les critères d'éligibilité pour l'octroi de crédits, afin de permettre un accès plus large aux PME, notamment celles qui manquent de garanties tangibles.
- Rendre flexible le système des garanties ;
- Proposer des produits adéquats aux attentes des clients en général, et des PME en particulier.

b. Suggestions aux PME

Les PME doivent :

- Relever le niveau de l'éducation financière et entrepreneuriale ;
- Promouvoir et garantir la transparence, la crédibilité ainsi que la confiance de l'information financière produite;
- Discuter et négocier le taux d'intérêt et les garanties leur exigées par les banques.

Conclusion

Cette recherche avait porté sur « *déterminants de l'accès au crédit bancaire des petites et moyennes entreprises de Mbujimayi* ». La préoccupation majeure de cette étude consistait à répondre à la question ci-après : quels sont les déterminants de l'accès au crédit bancaire des petites et moyennes entreprises de Mbujimayi ? L'objectif de cette étude était d'identifier les facteurs déterminant l'accès au crédit bancaire des PME de Mbujimayi.

Pour y arriver, l'hypothèse a été formulée comme suit : « l'accès des PME aux sources de financement externes et en particulier au crédit bancaire est expliqué par : **les caractéristiques des PME, le profil de l'entrepreneur, la gouvernance et l'environnement financier** ».

Après traitement par l'Analyse en Composantes Principales (ACP) des données issues de l'enquête, cette étude a révélé les résultats ci-après:

Sur 35 composantes principales, 9 composantes seulement fournissent 70,17% d'informations qui expliquent l'accès au crédit des PME dans la ville de Mbujimayi. Il s'agit de : conditions d'accès au crédit, les types de garanties exigées, l'appréciation des garanties et celle des conditions, le

volume de crédit sollicité, la possession du gage espèces, les états financiers produits, le niveau d'instruction du comptable et l'organisation du service comptable.

Les autres composantes présentent une explication moins significative de la problématique d'accès au crédit bancaire des PME.

Autrement dit, les facteurs inhérents aux caractéristiques des PME et à l'environnement financier ont un impact plus élevé dans l'explication de l'accès au crédit bancaire par les PME dans la ville de Mbujimayi. Alors que les composantes relatives au profil de l'entrepreneur et à la gouvernance sont secondaires pour expliquer l'accès au crédit bancaire.

Il convient de confirmer l'hypothèse selon laquelle les caractéristiques des PME, le profil de l'entrepreneur, la gouvernance et l'environnement des PME expliquent l'accès au crédit bancaire, soit en tant qu'enjeux ou soit en tant qu'obstacles.

Cette étude comporte des limites qui suggèrent le prolongement de la recherche. Ces limites tiennent premièrement à la démarche méthodologique. L'étude étant transversale, son échantillon bien qu'il soit représentatif et plus significatif au regard des études précédentes, il ne se limite qu'aux petites et moyennes entreprises, excluant les micros entreprises.

Toutefois, les résultats de cette étude peuvent servir de point de départ à des recherches futures dont la première piste consiste à analyser l'accès au crédit bancaire en élargissant l'échantillon par l'intégration des micros entreprises. Cette catégorie d'entreprises représente à Mbujimayi une frange importante du tissu économique et dont le problème de financement se pose avec acuité. La régression logistique peut être utilisée à cette fin.

La deuxième piste consiste à utiliser les données (états financiers) d'une cohorte des MPME (micros, petites et moyennes entreprises) ou un modèle de panel permettant les estimations économétriques des séries temporelles. Cette piste permettra d'appréhender l'objet de cette étude à long terme.

Références bibliographiques

- Adair P et Adaskou M. (2011). Théories financières et endettement des PME en France, une analyse en panel. *Revue internationale PME, Vol.24 N°3-4*, pp.138-171.
- Adair P et Phima F. (2013). Le Financement des PME en Tunisie : Dépendance à l'égard des banques et rationnement du crédit. *Revue international PME, Vol.25 N°3-4*, pp.7-240.
- Adair P. et Adaskou M. (2014). Théorie du compromis versus théorie du financement hiérarchique: une analyse sur un panel de PME non cotéesl. *CIFEPME AGADIR*, 1-23.

- Aktouf, O. (1987). *Méthodologie des sciences sociales et approches qualitatives des organisations*. Montréal: Presse de l'Université du Québec.
- Ayache, M. et al. (1998). Le codage dans la recherche qualitative, une nouvelle perspective? *Le Libellio d'Aegis, Vol.7, n°2*, pp.33-46.
- Ayyagari M. et al. (2007). Small and Medium Enterprises Across the Globe. *Small Business Economics, Vol.29 N° 4*, pp.415-434.
- Balemba Kanyurhi, E. et al. (2013). *Les déterminants de la structure financière des petites et moyennes entreprises à Bukavu*. Consulté le 07 22, 2022, sur http://www.researchgate.net/publication/313531367_Les_determinants_de_la_structure_financiere_de_PME_au_Sud-Kivu_en_Republique_Democratique_du_Congo.
- Birungi S. et Moto M. (2016). Entrepreneuriat des petites et moyennes entreprises dans la cité de Bunia: contraintes et opportunités. *Revue Shalom de Développement, N°3*, pp.163-191.
- Boubacar, D. et Mamaye, T. (2018). Accès au crédit bancaire des petites et moyennes entreprises au Sénégal. *Centre de Recherche en Economie et Finance Appliquée de Thiès (CREFAT)*, pp.1-21.
- Charte des petites et moyennes entreprises. (2009). Kinshasa.
- Chebil A et Tadjine T.L. (2013). Décision d'octroi de crédit bancaire aux PME et diversité des critères d'évaluation par le banquier. *HAL open science*.
- Colot O et Croquet M. (2007/2). Les déterminants de la structure financière des entreprises Belges. *Revue Reflets et perspectives de la vie économique, Tome XLVI*, pp.177-198.
- Cornillon, P. (2010). *Statistique avec R*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Delahaye J. et Duprat F. (2015). *Finance d'entreprise. L'essentiel en fiches*. Paris: Dunod.
- Etogo Nyaka, Y.P. (2020). Accès au financement et performance des PME au Cameroun. *Repères et Perspectives Economiques, Vol.4 N°1*, pp.1-18.
- Eyomane, M.J.S et al. (2020). Analyse théorique du financement sur la pérennité de très petites entreprises. *Global journal of management and business research: C Finance, Vol 20 Numero 2*, 1-9.
- Gaud P. et Jani E. (2002). Déterminants et dynamiques de la structure du capital des entreprises suisses: une étude empirique. *Revue Archive ouverte UNIGE*, 1-32.
- Gavard Perret, M.L. et al. (2008). *Méthodologie de la recherche*. Paris: Pearson-Education.
- Hadji, A. et Lebig, M.B. (2021). Les obstacles de financement des PME en Algérie. *Revue de Financement, Investissement et Développement Durable, Vol 6 Numero 01*, 479-502.
- Hamsatou, H.D. (2008). *Le financement des PME au Sénégal*. Institut Privé de Gestion de Dakar: Maîtrise en Administration des Affaires.
- IFC, International finance corporation. (2017). *Manuel de statistiques régionales, crédit-bail mobilier en Afrique*.
- Jégou, N. (sd). Analyse en Composantes Principales. Université Rennes 2: Master 1 Géographie.
- Kazadi Nkese, F. et al. (2023). Accompagnement des Micros, PME de la ville de Mbuji-Mayi (au centre de la RD Congo). Avis de certaines structures spécialisées étatiques, para-étatiques et privées. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, pp.107-122.
- Kpakibura, J.E. (2016). Rôle socioéconomique des PME dans la lutte contre le chômage et la pauvreté dans la cité de Bunia. *Revue Shalom de Développement, N°3*, pp.84-115.

- Lavigne, B. et St-Pierre J. (2007). Contribution de la comptabilité financière à l'accroissement de la performance des PME et à la réduction de leur vulnérabilité. *Revue de la documentation*, pp.1279-1293.
- Madani F et Maouche N. (2012-2013). *La problématique de financement bancaire des PME en Algérie: cas des PME de la ville de la wilaya de Bejaia*. Université Abderrahman Mira de Bejaia: Master en Sciences Economiques.
- Mafuta Mbambi, E. (2021). Problématique de financement des petites et moyennes entreprises par les institutions financières de la ville de Matadi. *Révue des Sciences commerciales, Vol.20 Numero 02*, 7-25.
- Marie, C. (sd). Analyse en Composantes Principales (ACP). Université de Bordeaux.
- Mohamed A.O. et al. (2005). La structure du capital des petites et moyennes entreprises industrielles tunisiennes. *Révue internationale PME, Vol.18 Numero 2*, 140-165.
- Ngoma, J. (2021). La microfinance comme solution au financement des PME en RDC. *Revue de Microfinance et Développement*, pp.85-100.
- Ntumba Mutombo M.L. et al. (2016). Analyse du profil des entrepreneurs des petites et moyennes entreprises pérennes de la ville de Mbujimayi, au Kasaï oriental/ RDC. *Revue Shalom de Développement, N°3*, pp.192-216.
- Olivier, M. (2009). *L'enquête et ses méthodes. L'analyse de données quantitatives*. Paris: 2e édition Armand Colin.
- Oudgou, M. et Zeamari, M. (2019). Les difficultés de financement des PME marocaines: vision critique sur des dispositifs de financement. *Revue Economie, Gestion et Société*, pp.1-25.
- Pagé, L. (2009). *Méthodes quantitatives pour les sciences humaines*. Québec: Loze-Dion.
- Rafiki, A. (2016). Les controverses empiriques de pecking order theory. *Révue marocaine de Gestion et d'Economie, Numero 6*, pp.13-28.
- Robert, M.H et Denis, G. (2001). *Statistiques: conception et application*. Montréal: Presse de l'Université de Montréal.
- Rouggani K. et Bouayad Amine N. (2022). Esquisse d'analyse de la problématique de financement des PME au maroc. *Revue Economie & Kapital, Vol.2 N°22*, pp.86-109.
- Seymour, L. (1985). *Probabilités, cours et problèmes*. Paris: McGraw-Hill In.
- Stratégie Nationale de Développement des PME. (2015). Diagnostic du secteur et appui à l'élaboration d'une stratégie nationale des Petites et Moyennes Entreprises en RDC.
- Van Dessel, C. et Morgenthaler, S. (2020). *Introduction à la statistique*. PPUR.
- Wamba, H. (2013/1). Capital social et accès des PME africaines au crédit bancaire: le cas du cameroun. *Révue des Sciences de Gestion, Numero 259-260*, 53-68.

Annexe n°1**Matrice : variance explicative (Total Variance Explained)**

Component	Initial Eigenvalues			Extraction Sums of Squared Loadings		
	Total	% of Variance	Cumulative %	Total	% of Variance	Cumulative %
1	7,507	21,448	21,448	7,507	21,448	21,448
2	4,196	11,989	33,437	4,196	11,989	33,437
3	3,234	9,240	42,677	3,234	9,240	42,677
4	2,104	6,010	48,687	2,104	6,010	48,687
5	1,814	5,184	53,871	1,814	5,184	53,871
6	1,652	4,721	58,591	1,652	4,721	58,591
7	1,504	4,297	62,889	1,504	4,297	62,889
8	1,406	4,016	66,905	1,406	4,016	66,905
9	1,144	3,268	70,173	1,144	3,268	70,173
10	,980	2,801	72,974			
11	,957	2,734	75,707			
12	,902	2,578	78,285			
13	,838	2,394	80,679			
14	,808	2,309	82,988			
15	,697	1,992	84,981			
16	,658	1,881	86,862			
17	,601	1,716	88,578			
18	,533	1,524	90,102			
19	,471	1,346	91,448			
20	,402	1,149	92,598			
21	,358	1,022	93,619			
22	,344	,982	94,601			
23	,289	,826	95,427			
24	,247	,707	96,134			
25	,236	,675	96,809			
26	,210	,601	97,410			
27	,198	,566	97,976			
28	,152	,434	98,410			
29	,135	,387	98,797			
30	,104	,297	99,095			
31	,097	,277	99,372			
32	,084	,241	99,613			
33	,073	,207	99,820			
34	,047	,134	99,954			
35	,016	,046	100,000			

Extraction Method: Principal Component Analysis.

Annexe n°2 : Test de discrimination

